

RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2016-2017



TABLE DES MATIÈRES

- 1 LA REVUE DE L'ANNÉE
- 2 LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP NATIONAL
- 6 LA SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS
- 12 NOS ACTIONS DANS LE MONDE 2016-2017
- 14 RENCONTRES INTERNATIONALES
- 18 ALLER DE L'AVANT
- 20 NOS DONATEURS

Le *Rapport sur la solidarité internationale du SCFP 2016-2017* est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. St. Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7

© SCFP 2017

Imprimé par une entreprise syndiquée avec des encres végétales sur du papier recyclé qui est fabriqué à 30% de papier recyclé post-consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédactrice : Catherine Louli

Rédacteur adjoint : Philippe Gagnon

Adjointes à la rédaction :
Manon Lajoie, Valérie Ménard,
Rose de Tourris

Conception : Jocelyn Renaud

Responsable de la solidarité internationale :

Kelti Cameron
kcameron@scfp.ca

ISSN# 1920-1443

On peut se procurer une version électronique du rapport à :
scfp.ca/rsi2016-2017

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LA REVUE DE L'ANNÉE

En 2016-2017, les activités de solidarité internationale du SCFP ont pris plusieurs formes, et ce aux quatre coins de la planète. Le SCFP a favorisé les échanges entre travailleurs et fait preuve de solidarité avec des syndicats et des mouvements sociaux de la Colombie, de la Corée du Sud, du Nicaragua, des Philippines, du Guatemala et du Honduras. Dans la dernière année, nous avons beaucoup appris de nos consœurs et confrères de l'étranger. Ils nous ont rappelé que notre capacité à défendre les services publics et les bons emplois dans nos communautés est liée à notre capacité à défendre ces enjeux à travers le monde.

Malheureusement, on constate une hausse de la privatisation, de la sous-traitance et de la délocalisation de la part de multinationales dont les sièges sociaux se trouvent au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Chine ou ailleurs. Ces manœuvres nuisent aux travailleurs du monde entier. D'ailleurs, les décisions des conseils d'administration de ces multinationales affectent de plus en plus les membres du SCFP.

Les gouvernements, y compris les actuels gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, soutiennent les entreprises privées qui reçoivent souvent des contrats de plusieurs millions de dollars payés en partie par les contribuables. Les mesures d'austérité et les accords commerciaux qu'on nous impose facilitent l'intrusion du secteur privé dans le secteur public dans le but de réaliser des profits.

Les droits, les salaires et les conditions de travail des travailleurs sont ramenés au plus petit dénominateur commun. Heureusement, partout dans le monde, les travailleurs s'unissent pour riposter.

Dans ce contexte difficile, les travailleurs de la planète ont décidé de bâtir des alliances au-delà de leurs frontières respectives. Le SCFP national a mis sur pied le Fonds pour la justice mondiale parce que nous savons que nous renforçons notre capacité de riposter en tissant des liens entre les membres du SCFP et les autres travailleurs d'ici et d'ailleurs qui se battent pour les mêmes choses que nous.



Mark H.



Charles Fleury.



LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE DU SCFP NATIONAL

◀ MOBILISATION MASSIVE DE TRAVAILLEURS
EN CORÉE DU SUD

LA SOLIDARITÉ
ENTRE
TRAVAILLEURS
EST UNE
STRATÉGIE
ET UNE
SOLUTION.



Si vous suivez l'actualité internationale, vous avez probablement l'impression que la Terre est une planète dangereuse. La rhétorique raciste du président américain Donald Trump est reprise dans tous les médias. Nous entendons parler d'attaques violentes contre le peuple syrien et de périlleuses migrations de travailleurs de l'hémisphère Sud. Heureusement, en arrière-fond de cette vague incessante de mauvaises nouvelles émergent des mouvements de résistance, qu'il s'agisse de la mobilisation massive de travailleurs opposés à la corruption en Corée du Sud ou de celle d'Américains qui disent non aux mesures antimusulmanes de leur président.

Nous vivons une période de crise économique. En janvier 2016, Oxfam estimait que huit hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui constituent la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Cette course à la richesse est la cause profonde de la plupart des problèmes de la planète.

Les riches et les gouvernements qui sont à leur service s'arrangent pour distraire la population à coups de reportages sensationnels qui nous poussent à nous entredéchirer. Ils utilisent la race, la religion et la peur de l'autre pour nous empêcher d'obtenir le pouvoir nécessaire pour s'attaquer aux inégalités qui nous entourent au quotidien.

Si les migrants « volent nos emplois », si « les immigrants racisés sont des criminels », si des pays comme les États-Unis et le Canada ont le devoir de « sauver les populations des autres pays des dictateurs »,

comment arriverons-nous à nous unir pour contrer les individus qui tirent profit de la famine et de la guerre, des inégalités, de la précarité d'emploi, des migrations et de la criminalité ?

Dans ce monde capitaliste qui est le nôtre, les exigences du profit passent avant les besoins réels de la population. Notre société valorise l'apathie, la division et la discrimination, question de reléguer aux oubliettes des enjeux plus larges comme l'égalité et l'équité.

Or, la solidarité entre travailleurs permet de remettre ce paradigme en question.

Nous vivons une époque de crise, mais aussi de résistance. Depuis plusieurs décennies, le SCFP utilise son Fonds pour la justice mondiale afin de tisser des liens de solidarité avec des travailleurs à l'étranger. Nos membres se sont engagés aux côtés de syndicats et de mouvements sociaux de la Colombie, des Philippines, de la Birmanie, de Cuba, du Honduras, du Nicaragua et de l'Afrique du Sud, à des moments où ces pays vivaient des moments cruciaux. Ces échanges se poursuivent dans plusieurs pays.

En travaillant ensemble, les communautés et les syndicats peuvent faire rempart à la privatisation et à la sous-traitance ou encore défendre les terres autochtones contre les entreprises privées qui cherchent à les exploiter.

Les travailleurs s'organisent en syndicats malgré le peu de ressources dont ils disposent et le climat de violence et de répression qui sévit.





Au Nicaragua et au Honduras les femmes occupant des emplois précaires protestent contre une réforme rétrograde des lois du travail ou pour réclamer une réforme de la santé et de la sécurité au travail. Aux Philippines, les travailleurs et leurs communautés appuient des initiatives qui s'attaquent aux causes profondes de la pauvreté par la négociation d'une paix nationale et la transformation politique. Bref, nous avons beaucoup à apprendre de nos partenaires du monde entier.

L'argent du Fonds pour la justice mondiale est accessible aux membres du SCFP qui souhaitent que leur section locale, leur division, leur conseil ou leur comité du SCFP s'implique dans des activités de solidarité internationale. Ce ne sont pas les combats d'envergure internationale majeurs qui manquent et nous encourageons nos membres à contribuer à ce Fonds. Si vous avez une idée à nous soumettre ou un contact à nous transmettre, n'hésitez pas à nous écrire.

La solidarité entre travailleurs permet d'échanger avec des militants d'autres pays et d'apprendre d'eux, tout en fournissant du soutien matériel et financier à nos consœurs et confrères en lutte. Discuter avec les travailleurs et les militants de l'étranger nous aide à mieux comprendre les événements internationaux, à nous outiller pour lutter contre la discrimination chez nous et à bâtir le pouvoir dont nous avons besoin pour construire un monde meilleur.



LA SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS

GUATÉMALA

Le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) est un regroupement de petits agriculteurs et de travailleurs agricoles mayas qui se battent pour les droits et la survie de la culture des peuples autochtones du Guatemala. Des représentants du SCFP ont participé à une délégation syndicale qui s'est rendue dans ce pays en mars 2017 à l'invitation du CCDA.

Cette délégation a pu se renseigner sur les divers efforts déployés par les organismes citoyens pour défendre les droits des communautés autochtones. Elle a aussi appris beaucoup sur ce mouvement qui multiplie les initiatives fondées sur la justice sociale,

◀ GUATÉMALA

l'action politique et le commerce équitable afin d'améliorer le sort des agriculteurs mayas.

Les Mayas forment plus de 50 pour cent de la population du Guatemala. Dans les années 1980, l'armée guatémaltèque a fait la guerre, sans relâche, aux communautés et aux militants sociaux mayas. La résilience de ce peuple est inspirante. Sa résistance pendant la guerre et ses efforts pour défendre ses droits et sa culture sont remarquables. Malgré la menace, les familles mayas réclament toujours justice pour leurs proches disparus et assassinés.

Le CCDA a été formé en 1982 pour défendre les droits des travailleurs dans les grandes plantations de café. À la fin de la guerre, en 1996, les accords de paix ont accordé plusieurs plantations de café aux membres du CCDA. Ces plantations sont exploitées par les travailleurs et le café produit est transformé dans plusieurs usines détenues collectivement par les travailleurs. Ce « café de la justice » (Café Justicia) est vendu au Canada par le truchement d'un vaste réseau d'organismes sans but lucratif qui croient à la solidarité internationale.

La délégation syndicale était dirigée par Education in Action, le Fonds pour la Justice sociale de l'Alliance de la Fonction publique du Canada et Breaking the Silence, un réseau regroupant des travailleurs des Maritimes et du Guatemala.

MOBILISATION MASSIVE DE TRAVAILLEURS
EN CORÉE DU SUD ▶

CORÉE DU SUD

En septembre 2016, une délégation internationale composée de dix représentants syndicaux des quatre coins de la planète s'est rendue en Corée du Sud. Son but : soutenir la plus grande grève de l'histoire du secteur public coréen. Notre secrétaire-trésorier national, Charles Fleury, dirigeait le contingent du SCFP. Il a transmis notre témoignage de solidarité à des milliers de grévistes.

Cette mobilisation historique s'opposait aux réformes néolibérales et défendait la négociation collective et les droits des syndicats. Le SCFP y a démontré sa solidarité en action. Lorsque des dizaines de milliers de travailleurs du secteur public ont débrayé, des représentants du SCFP ont marché à leurs côtés dans les rues de Séoul, la capitale.

À la stupéfaction de la délégation syndicale internationale,

le gouvernement coréen et les employeurs ont qualifié cette grève paisible et menée dans les règles, d'illégale. Ils ont suspendu plus de 800 travailleurs des métros et leurs chefs syndicaux. La délégation a condamné les manœuvres du gouvernement et des employeurs qui ont ignoré les appels à la négociation collective des travailleurs et prétexté le maintien des services ferroviaires et de métro pour faire appel à des briseurs de grève inexpérimentés, ce qui a fait courir de graves dangers à la population.

La destitution et l'arrestation de la présidente sud-coréenne de droite Park Guen-Hye pour corruption permet aux syndicats du pays de respirer un peu. Dans le contexte de la lutte mondiale visant à contrer les attaques néolibérales à l'endroit des travailleurs, la délégation s'est engagée à poursuivre ses efforts de solidarité internationale avec nos consœurs et confrères sud-coréens.



PHILIPPINES

Après trois ans d'escalade de la répression aux Philippines, le SCFP a décidé d'aller visiter nos organismes partenaires pour mieux comprendre les changements en cours dans ce pays et déterminer les meilleures stratégies de solidarité. Une délégation syndicale dirigée par le SCFP s'est donc rendue aux Philippines en juillet 2016.

Cette délégation a participé à la deuxième Conférence internationale sur les droits de la personne et la paix aux Philippines, ainsi qu'à une mission de solidarité dans les communautés les plus gravement touchées par les opérations militaires et les violations des droits de la personne.

L'Alliance of Concerned Teachers (ACT) nous a aidés à visiter plusieurs communautés aux prises avec des violations des droits du travail, la démolition de logements, le vol des terres et l'occupation militaire. L'ACT est très présente dans la région de Mindanao, où les cinq figures principales de la communauté autochtone lumad, dont le directeur d'une école tribale, ont été tuées en 2015 par l'armée. Des dizaines d'écoles lumad ont dû cesser leurs activités en raison du harcèlement militaire. Plus de 84 attaques contre 57 écoles ont perturbé les cours de 3000 écoliers lumad. Ces enfants tentent encore de regagner leur communauté.

La délégation a rencontré des représentants de notre organisme partenaire COURAGE

(Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees), la plus grosse centrale syndicale des Philippines, dont les dirigeants et les organisateurs doivent composer avec les menaces, le harcèlement et la surveillance.

Depuis l'élection du président Rodrigo R. Duterte en 2016, le SCFP national a soutenu les appels à la justice et à la paix lancés aux Philippines. Nous avons envoyé des lettres d'appui à la reprise des pourparlers de paix entre le gouvernement philippin et le Front national démocratique des Philippines, en plus de réclamer la libération des prisonniers politiques et la fin des assassinats extrajudiciaires en lien avec la soi-disant « lutte contre la drogue ».

NICARAGUA ET HONDURAS

En mai 2016, nous avons participé à la tournée Maquila Solidarity de CoDevelopment Canada au

Nicaragua et au Honduras. Dix consœurs de divers syndicats se sont rendues en Amérique centrale en guise de solidarité avec les travailleuses des maquilas et les organisateurs syndicaux de l'industrie du textile. Plusieurs multinationales exploitent la main-d'œuvre sans vergogne. Cette tournée s'intéressait particulièrement à la santé-sécurité au travail et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Le SCFP appuie depuis longtemps les collectifs de femmes MEC (Maria Elena Cuadra Movement of Employed and Unemployed Women) au Nicaragua et CODEMUH au Honduras.

Le MEC est un organisme remarquable qui bénéficie d'une grande visibilité nationale et régionale au Nicaragua et en Amérique centrale. D'abord un petit regroupement de femmes fortement réprimé pour son militantisme, il est devenu un organisme national respecté.





En janvier 2016, le gouvernement nicaraguayen a adopté une hausse du salaire minimum de huit pour cent dans la zone franche. Il s'agit d'un gain important et attendu depuis longtemps, le taux d'inflation de base étant de 5,85 pour cent. En 2015, le salaire dans les maquilas a été gelé, alors que celui des autres secteurs a augmenté. Les femmes constituant 75 pour cent de la main-d'œuvre dans ce secteur, on peut y voir un exemple patent de la discrimination systémique envers les femmes contre laquelle le MEC doit se battre.

Le CODEMUH, ou Collectif des femmes du Honduras, organise les travailleuses afin de s'attaquer à leurs problèmes immédiats, comme les accidents et maladies du travail, en plus de défendre leurs droits. Il réclame aussi une transformation en profondeur des lois du travail au Honduras.

Dans la ville hondurienne de San Pedro Sula, la délégation a assisté à une manifestation devant le ministère du Travail. Les femmes ont réclamé du ministre qu'il effectue les évaluations ergonomiques ordonnées par la Cour suprême dans le secteur des maquilas et qu'il se penche sur leurs quarts de travail de 12 heures. Les travailleuses se sont serrées les coudes face à un gouvernement qui ne les protège pas contre la violence et les infractions en matière de santé-sécurité au travail. Elles ont scandé « Des emplois oui, mais dans la dignité ».

La délégation canadienne a pu constater sur place tout le courage et la résilience des membres du CODEMUH et de MEC, des femmes qui luttent pour la justice économique et sociale au Honduras et au Nicaragua, tout en contribuant à rehausser les normes pour les travailleuses du monde entier.

LE MEC EST UN ORGANISME REMARQUABLE QUI BÉNÉFICIE D'UNE GRANDE VISIBILITÉ NATIONALE ET RÉGIONALE AU NICARAGUA ET EN AMÉRIQUE CENTRALE.



FORUM SOCIAL MONDIAL

Le Forum social mondial (FSM) est l'un des plus grands rassemblements de mouvements sociaux et citoyens au monde.



En août 2016, des milliers de militants se sont réunis à Montréal pour discuter de justice sociale, de démocratie, d'environnement et de solidarité internationale.

Les membres de la délégation du SCFP provenaient des quatre coins du pays. Lors du Forum, ils ont contribué au développement de stratégies dans divers dossiers, dont l'impact du libre-échange sur les soins de santé publics, les « communautés bleues » et l'eau publique, la négociation collective et la démocratie énergétique.

La déclaration commune adoptée lors du FSM réclame la fin des budgets d'austérité et de la privatisation des services publics. Le renforcement des services publics est apparu comme la meilleure solution pour lutter contre les inégalités et préserver l'environnement. Les participants ont fait le lien entre l'influence croissante des milieux financiers privés et du profit dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'énergie et la diminution de l'accès à des services universels de qualité ainsi que l'abaissement des conditions de travail à travers le monde.

FORUM SOCIAL MONDIAL, MONTRÉAL



NOS ACTIONS DANS LE MONDE 2016-2017

■ CANADA

Lettre au premier ministre Trudeau au sujet de l'Entente sur les pays tiers sûrs et le décret du président américain Donald Trump du 27 janvier 2017 intitulé *Protéger la nation des attaques terroristes perpétrées par des ressortissants étrangers*.

Lettre au premier ministre Trudeau pour signifier notre inquiétude face aux violentes agressions commises au Mexique contre les enseignants et les syndicats d'enseignants qui défendent le droit à une formation pédagogique adéquate et à des principes d'évaluation formateurs.

■ COLOMBIE

Projet : Défense mondiale des droits de la personne pour mettre en place les bases d'une paix globale et participative dans le sud-ouest de la Colombie (NOMADESC).

Projet : Soutien aux communautés contre la privatisation de l'eau (SINTRACUAVALLE).

■ CUBA

Projet : Renforcer la solidarité entre le syndicat du secteur public cubain et le SCFP (SNTAP).

■ HONDURAS

Projet : Accroître l'autonomie des travailleuses des maquilas en Amérique centrale et renforcer le Réseau centraméricain (CODEMUH).

Projet : Accroître l'autonomie des travailleuses des maquilas en matière de santé et de sécurité au travail (CODEMUH).

■ IRAN

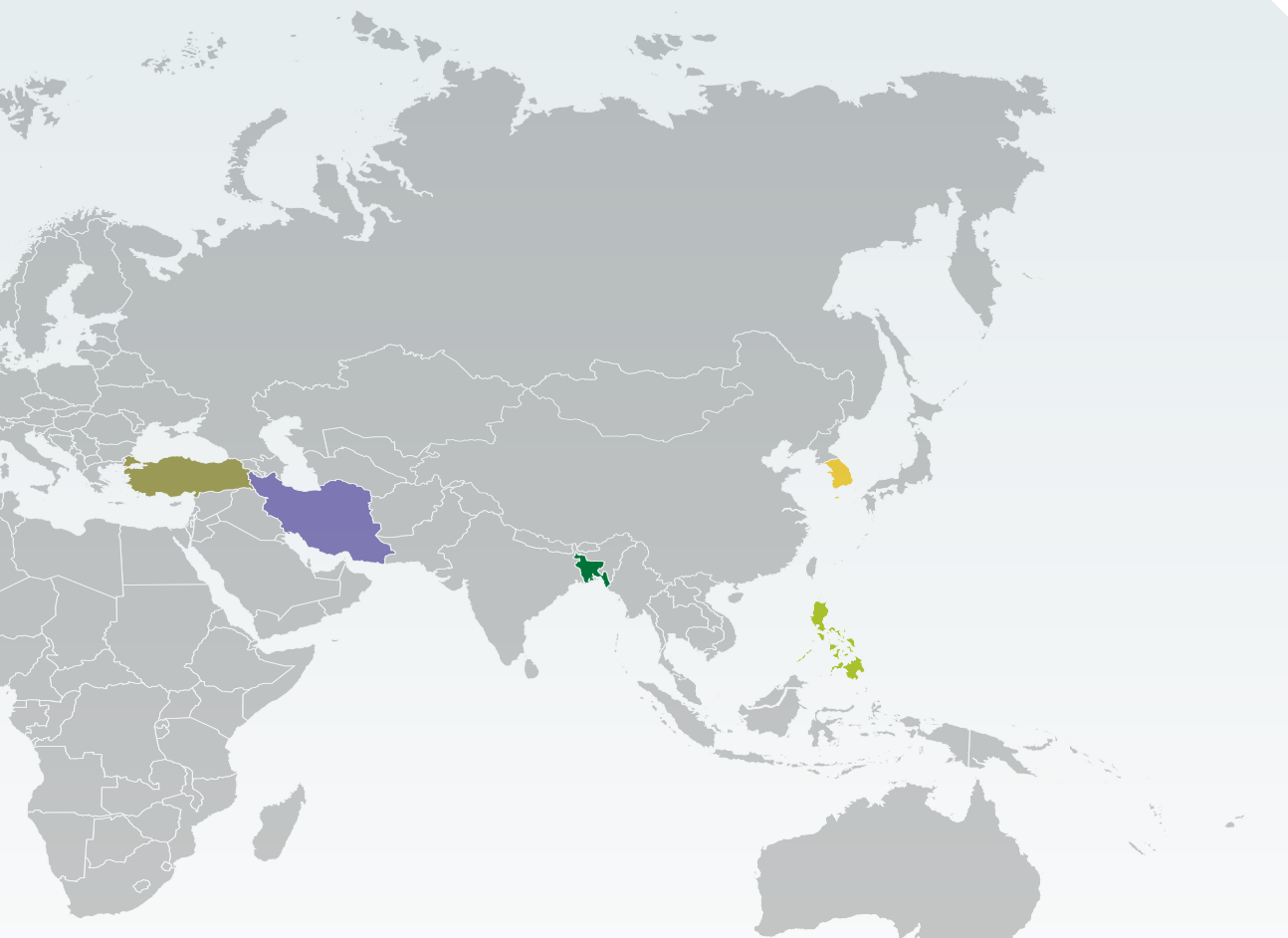
Lettre au chef suprême de la République islamiste, Sayed 'Ali Khamenei, et au président iranien, Hasan Rouhani, au sujet de la sentence de flagellation rendue contre 17 travailleurs de la mine d'or Agh Dareh qui défendaient leur droit à la sécurité

d'emploi et à la protection contre le licenciement.

Lettre à son excellence le chef suprême de la République islamiste, Sayed 'Ali Khamenei, et au président iranien, Hasan Rouhani, au sujet du retour en prison de Reza Shahabi. Après son arrestation injustifiée, son passage à tabac et son incarcération pour activités syndicales, il a été libéré sous caution pour raisons médicales.

■ NICARAGUA

Projet : Agir pour défendre le travail des travailleuses des maquilas et l'égalité entre les hommes et les femmes (MEC).



■ PHILIPPINES

Lettre au président Rodrigo R. Duterte pour souligner notre inquiétude face aux violences et aux assassinats extrajudiciaires contre des personnes « soupçonnées » d'être des narcotrafiquants.

Lettre ouverte au panel de négociation du gouvernement des Philippines et au Front démocratique national des Philippines pour les inviter à reprendre les pourparlers de paix.

Lettre au président des Philippines, Benigno Aquino III, et à l'ambassadrice des Philippines au Canada, Petronila P. Garcia.

Projet : Solidarité avec les travailleurs de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) afin de bâtir une base syndicale dans le secteur de l'éducation.

Projet : Solidarité avec les travailleurs de COURAGE pour défendre les droits de la personne aux Philippines

■ TURQUIE

Lettre pour réclamer le rappel des travailleurs du secteur public congédiés ou suspendus.

■ ÉTATS-UNIS

Lettre au directeur général du Groupe de la Banque mondiale pour le Canada, l'Irlande et les Caraïbes, Allisater Smith.

■ BANGLADESH

Déclaration envoyée pour souligner le troisième anniversaire de l'effondrement de l'édifice Rana Plaza, au Bangladesh survenu le 24 avril 2013 et pour réclamer des conditions de travail sécuritaires.

■ WALLONIE

Lettre au ministre-président Paul Magnette pour le féliciter d'avoir retiré son appui à l'Accord économique et commercial global (AÉCG).

■ CORÉE DU SUD

Lettre à l'ambassadeur de la Corée du Sud au Canada, Daeshik Jo, à propos de la participation de représentants du SCFP à une délégation syndicale internationale en Corée du Sud.

Une délégation dirigée par notre secrétaire-trésorier national Charles Fleury a rencontré des représentants à l'ambassade de la République de Corée à Ottawa.



RENCONTRES INTERNATIONALES

YASMEEN MIRZA, MEMBRE DU
 ◀ COMITÉ NATIONALE DES FEMMES
 DU SCFP À L'ONU

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU

La 61^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (UNC61) s'est déroulée à New York en mars 2017, sous le thème *Un monde du travail en évolution*. Cette commission est un organe intergouvernemental mondial dédié à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le monde.

Les représentantes du SCFP et des syndicalistes du monde entier se sont rendues à New York pour sensibiliser les dirigeants de la planète aux enjeux chers aux syndicats, aux militantes des milieux sociaux, aux femmes qui œuvrent dans le secteur public et aux femmes qui comptent sur les services publics offerts dans leurs communautés.

Dans le cadre d'un atelier organisé par le Congrès du travail du Canada sous le titre *Labour of Love : Unions Advancing Women's Human Rights* (Travailler avec amour : les syndicats font progresser les droits des femmes), Yasmeen Mirza, membre du Comité national des femmes du SCFP, a fait une présentation sur l'importance des syndicats dans la défense des services publics. Elle a souligné que les femmes obtiennent de bons emplois dans les services publics. De plus, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de toucher un faible salaire et de vivre dans la pauvreté et ont, par conséquent, encore

plus besoin de services publics abordables et de qualité.

Yasmeen Mirza a aussi parlé du combat que mène le SCFP contre la privatisation et le transfert de contrats dans les établissements de soins de longue durée du Canada, où la main-d'œuvre est surtout composée de femmes, dont bon nombre d'immigrantes et de femmes racisées.

Dans la déclaration de clôture, le mouvement syndical mondial s'est lancé un défi : « Ne nous contentons pas de l'autonomisation économique des femmes. À la place, battons-nous pour la justice économique. Les femmes doivent disposer d'autonomie pour exercer un pouvoir et un contrôle réels sur leur destinée. Les femmes doivent être en mesure de s'organiser pour le changement et les gouvernements et les employeurs doivent protéger et respecter leur droit de le faire ».

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

Le SCFP est un affilié actif de l'Internationale des services publics (ISP), une fédération syndicale mondiale qui représente 20 millions de travailleurs répartis dans 150 pays. En février 2017, le président national du SCFP, Mark Hancock, a participé à l'Assemblée binationale nord-américaine de l'ISP à Washington. Dans la foulée de l'élection de Donald Trump, le SCFP a saisi l'occasion pour exprimer sa solidarité envers nos consœurs et confrères américains et leur demander comment nous



pouvons les aider à contrer les projets de loi anti-travailleurs qui se multiplient. Cette rencontre portait spécifiquement sur la préparation du Congrès mondial de l'ISP qui aura lieu en novembre 2017.

En 2016, le personnel du SCFP a participé à des rencontres sectorielles de l'ISP, dont une assemblée du Réseau mondial des travailleurs des gouvernements locaux et régionaux à Bruxelles en septembre et une rencontre du Réseau des travailleurs culturels et en soutien éducatif à Londres en décembre.

COMMERCE ET INVESTISSEMENTS

Le « Sommet des trois amigós » réunissant le premier ministre Justin Trudeau, le président américain d'alors, Barack Obama, et le président mexicain Enrique Peña

Nieto s'est déroulé à Ottawa en juin 2016. Le milieu syndical et la société civile en ont profité pour manifester leur opposition au Partenariat transpacifique (PTP), un accord commercial qui était sur le point d'être signé.

Le SCFP, avec l'aide de Common Frontiers, du Réseau pour un commerce juste, du Conseil des Canadiens et du Réseau québécois sur l'intégration continentale ont épaulé les militants venus des États-Unis et du Mexique pour partager leurs expériences dans la lutte au libre-échange. Victor Suarez, ex-membre de la Chambre des représentants du Mexique et membre du groupe Mexico Better Off Without the TPP (Le Mexique se portera mieux sans le PTP), ainsi qu'Arthur Stamoulis de la campagne américaine Citizens Trade Campaign ont pris la parole.

M. Suarez a parlé des terribles répercussions qu'a eues l'ALÉNA sur les travailleurs et l'économie de son pays, ainsi que de la multiplication des violations des droits de la personne qu'il a entraînée. Entre autres graves conséquences, le libre-échange a provoqué une hausse de l'insécurité alimentaire, l'appauvrissement des petits agriculteurs et des migrations massives.

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, le PTP n'est plus aussi menaçant.

Les États-Unis se sont retirés des négociations, ce qui ne veut cependant pas dire qu'ils ont tourné le dos au libre-échange. D'ailleurs, nos voisins du Sud envisagent de rouvrir l'ALÉNA pour favoriser les intérêts des entreprises privées américaines.



Le SCFP est catégorique : s'il s'engage dans une renégociation de l'ALÉNA, le Canada doit le faire pour créer de bons emplois, des emplois dans le secteur manufacturier et les services qui offrent un salaire, un régime de retraite et des avantages sociaux décents. Il faudra aussi protéger l'universalité et l'accessibilité des services publics, ainsi que les infrastructures publiques. Enfin, nous devons être solidaires des travailleurs et de la société civile des États-Unis et du Mexique.

Le SCFP exige également que toute renégociation de l'ALÉNA inclue les points suivants :

- 1) le retrait des mesures de protection des droits des investisseurs.
- 2) la protection des services publics comme la santé, l'éducation et l'électricité.
- 3) la garantie que l'eau ne sera pas considérée comme une marchandise, un service ou un investissement.
- 4) le renforcement des droits des travailleurs et des protections environnementales.

Selon M. Suarez, les 43 projets d'accords commerciaux proposés au Mexique ont donné lieu à une mobilisation et ont permis de rapprocher les mouvements continentaux, et ce, malgré la violence, la répression et les violations généralisées des droits de la personne. Il est temps de resserrer nos liens avec les mouvements sociaux américains et mexicains qui luttent pour un monde meilleur.

▲
GUATÉMALA



ALLER DE L'AVANT

En tant que travailleurs, nous ne devons pas nous laisser diviser par les forces qui font la promotion de la privatisation, du racisme, de l'islamophobie, des migrations forcées, de la violence et de la guerre. Nous devons plutôt appuyer les mouvements de résistance au Canada et à l'étranger et trouver le moyen de tisser de nouvelles alliances et de renforcer notre solidarité.

La solidarité internationale est l'un des plus puissants outils dont nous disposons pour remettre en question le système économique injuste qui est responsable de l'exploitation et de l'oppression dont nous

sommes victimes au quotidien, directement ou indirectement.

Grâce au Fonds pour la justice mondiale, nous soutenons les syndicats et les organismes sociaux étrangers qui ont le courage d'organiser les plus opprimés et les plus marginalisés d'entre nous, ceux et celles qui souffrent le plus des politiques néolibérales qui nous affligent.

Notre combat est un combat international pour la justice et la dignité.

En finançant des projets, les membres du SCFP ont l'occasion de tisser des liens

avec des travailleurs de partout dans le monde. Nous pouvons appuyer les mouvements qui luttent pour des emplois et la sécurité d'emploi, un salaire adéquat et des lieux de travail sécuritaires, pour l'accès aux services publics, pour le respect des droits fonciers et contre la violence et la guerre.

Votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et nos initiatives de solidarité internationale? Visitez le scfp.ca/justice-mondiale-0 ou écrivez à notre responsable de la solidarité internationale, Kelti Cameron, à kcameron@scfp.ca.



NOS DONATEURS

JOURNÉE INTERNATIONALE DE
LA FEMME 2017, GUATÉMALA ▲

Membres et substituts du Comité de la justice mondiale pour 2016-2017

Keir Hiscock, Terre-Neuve-et-Labrador
Jonathan Fourdraine, Nouvelle-Écosse
Shawna Quinn, Île-du-Prince-Édouard
Debbie Downey, Nouveau-Brunswick
Sylvain Allard, Québec
Nathalie Garceau, Division du transport aérien, Québec
Safia Gahayr, Ontario
Daveson Harsaan (substitut), Ontario
Sarah Pentlow, CUSO International
Ric McAlpine, Manitoba
Dolores Douglas (coprésidente), Saskatchewan
Mario Pailamilla, Alberta
Mabel Ong, Alberta
Sheila Stewart (substitut), Alberta
John Hall, Colombie-Britannique
Beth Dollaga (substitut), Colombie-Britannique
Betty Valenzuela, SEH
Kristen Daub, CoDevelopment, Canada
Denis Bolduc, liaison avec le Conseil exécutif national
Kelti Cameron, conseillère

Donateurs du Fonds pour la justice mondiale Mars 2016 à avril 2017

SCFP national
SCFP-Saskatchewan
SCFP-Manitoba
SCFP-Nouvelle-Écosse
Personnel et retraités du SCFP
Section locale 1404 - St-Joseph's Villa, Dundas, Ontario
Section locale 1876 - Northside Community Guest House, Sydney Mines, Nouvelle-Écosse
Section locale 2094 - Seaview Manor, Glace Bay, Nouvelle-Écosse
Section locale 3260 - Aides-enseignants du conseil scolaire provinciale de l'Île-du-Prince-Édouard
Section locale 4557 - KAIROS, Toronto, Ontario
Section locale 2440 - CUSO International, Ottawa
Section locale 3067 - Employés de la New Dawn Home, Sydney, Nouvelle-Écosse
Section locale 382/16 - Conseil scolaire du district scolaire 61, Victoria, C.-B.
Section locale 1281 - Ontario Public Interest Research Group à Guelph, Ontario
Section locale 1281 - Ontario Public Interest Research Group McMaster, Hamilton, Ontario
Section locale 1281 - Ontario Public Interest Research Group, Carleton University, Ottawa, Ontario

